

Antifascisme/Antiracisme - Fiche pratique 3 : Le FN et la police

14 février 2017

Union syndicale
Solidaires fiche pratique 3
antifascisme/antiracisme

LE FN ET LA POLICE

Solidaires ANTI-FASCISTE

Le Front National est un parti d'extrême droite, cela tombe sous le sens, malgré son toilettage de façade suite à la passation de pouvoir entre le père Le Pen et la fille. Quelles que soient les époques, l'extrême-droite a toujours su tisser des liens plus qu'amicaux avec les forces de police. En se faisant passer pour un parti anti-système qu'en est-il de ses relations avec la police et les forces de répression ? Quelle vision le Front National a-t-il de cette police ? Quelle place ce parti laisse-t-il à cette force ?

Le FN et la police: l'amour fou

Sans aller trop loin dans l'histoire du FN, nous démarrons cette histoire d'amour en 1995. Cette date marque la volonté de s'implanter dans le monde du travail, Bruno Gollnisch alors secrétaire général du FN, résume la volonté de s'implanter et de semer la mauvaise herbe fasciste en cette phrase : « un Front social sur le front du travail » il est aidé pour cela par Bruno Mégret. Ce n'est pas une surprise, mais le premier syndicat qui voit le jour est le FN-Police le 6 novembre 1996 avec l'agrément de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur du gouvernement Juppé. Les élections professionnelles des 12 et 19 décembre de la même année lui donnent 7,4% des voix, score important pour un syndicat qui vient de se créer et qui se présente pour la première fois, et il obtient un siège en commission paritaire. Dans des élections locales ce syndicat, avançant masqué, se présente sous l'étiquette Solidarité-Police. Son président, Jean-Paul Laurendeau, ancien secrétaire de la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police, proche des milieux d'extrême droite, joue la surenchère demandant plus d'armement, il réclame le droit « de tirer après sommations », et, pour les revolvers, « des étuis à dégainement rapide » parce que c'est « plus facile pour courir ». Mais ce syndicat aura une courte existence, le 10 avril 1998, la Cour de Cassation invalidera le syndicat à la demande des autres organisations se basant sur ses liens organiques avec un parti politique. Suite à cela les policiers du FN tenteront de noyauter la CFTC. Actuellement, le conseiller sécurité de Marine Le Pen après avoir été celui de Villiers, n'est autre que Michel Thooris,



Michel Thooris et Collard
ex-membre d'Action Police-CFTC, ayant comme avocat Gilbert Collard du rassemblement Bleu Marine. Thooris est un fervent défenseur du groupuscule sioniste d'extrême-droite la Ligue de Défense Juive. Il a quitté la CFTC pour créer le syndicat France Police.

La police, une réserve électorale

En 2016, une étude du CEVIPOF montre qu'à plus de 35,5%, les fonctionnaires de police et les militaires qui ont voté ont choisi le FN contre 30% en 2012, soit une augmentation de 70%. Ce vote découle notamment du discours inchangé du FN sur les pouvoirs régionaux, de renforcement de la Police, de l'Armée et de la Justice, les violons d'ingrès de l'extrême droite en général. La volonté de renforcer les forces armées et judiciaires, donc répressives, n'échappe pas à un électoralat qui déjà a obtenu des moyens sous les divers gouvernements, séduit par le parti aux idées nauséabondes qui lui donnera encore plus de moyens mais aussi les maïns libres pour les diverses exactions dont les policiers savent souvent faire preuve. Lors des mobilisations du

Union syndicale Solidaires - 164, boulevard de la Vilette 75019 PARIS
- Tél: 01 54 20 20 20 - contact@solidaires.org - www.solidaires.org -

L'actualité nous rappelle que la répression policière n'est pas un phénomène isolé, suite au meurtre de Adama et au viol de Théo nous restons vigilant-es face aux exactions de la police. Le groupe de travail "Ripostes syndicales face à l'extrême droite" de Solidaires, a décidé de se pencher sur les relations entre le Front National et la police dans sa troisième fiche pratique. Les fiches précédentes restent disponibles sur le site [ICI](#) et [ICI](#).

LE FN ET LA POLICE



Le Front National est un parti d'extrême droite, cela tombe sous le sens, malgré son toilettage de façade suite à la passation de pouvoir entre le père Le Pen et la fille. Quelles que soient les époques, l'extrême-droite a toujours su tisser des liens plus qu'amicaux avec les forces de police. En se faisant passer pour un parti anti-système qu'en est-il de ses relations avec la police et les forces de répression ? Quelle vision le Front National a-t-il de cette police ? Quelle place ce parti laisse-t-il à cette force ?

Le FN et la police : l'amour fou

Sans aller trop loin dans l'histoire du FN, nous démarrerons cette histoire d'amour en 1995. Cette date marque la volonté de s'implanter dans le monde du travail, Bruno Gollnisch alors secrétaire général du FN, résume la volonté de s'implanter et de semer la mauvaise herbe fasciste en cette phrase : « un Front social sur le front du travail » Il est aidé pour cela par Bruno Megret. Ce n'est pas une surprise, mais le premier syndicat qui voit le jour est le FN-Police le 6 novembre 1996 avec l'agrément de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur du gouvernement Juppé. Les élections professionnelles des 12 et 15 décembre de la même année lui donnent 7,4% des voix, score important pour un syndicat qui vient de se créer et qui se présente pour la première fois, et il obtient un siège en commission paritaire. Dans des élections locales ce syndicat, avançant masqué, se présente sous l'étiquette Solidarité-Police. Son président, Jean-Paul Laurendeau, ancien secrétaire de la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police, proche des milieux d'extrême droite, joue la surenchère demandant plus d'armement, il réclame le droit « de tirer après sommation », et, pour les revolvers, « des étuis à dégagement rapide » parce que c'est « plus facile pour courir »... Mais ce syndicat aura une courte existence, le 10 avril 1998, la Cour de Cassation invalidera le syndicat à la demande des autres organisations se basant sur ses liens organiques avec un parti politique. Suite à cela les policiers du FN tenteront de noyauter la CFTC. Actuellement, le conseiller sécurité de Marine Le Pen après avoir été celui de de Villiers, n'est autre que Michel Thooris,



Michel Thooris et Collard

ex-membre d'Action Police-CFTC, ayant comme avocat Gilbert Collard du rassemblement Bleu Marine. Thooris est un fervent défenseur du groupuscule sioniste d'extrême-droite la Ligue de Défense Juive. Il a quitté la CFTC pour créer le syndicat France Police.

La police, une réserve électorale

En 2016, une étude du CEVIPOF montre qu'à plus de 51,5%, les fonctionnaires de police et les militaires qui ont voté ont choisi le FN contre 30% en 2012, soit une augmentation de 70%. Ce vote découle notamment du discours inchangé du FN sur les pouvoirs régaliens, de renforcement de la Police, de l'Armée et de la Justice, les violons d'Ingres de l'extrême droite en général. La volonté de renforcer les forces armées et judiciaires, donc répressives, n'échappe pas à un électorat qui déjà a obtenu des moyens sous les divers gouvernements, séduit par le parti aux idées nauséabondes qui lui donnera encore plus de moyens mais aussi les mains libres pour les diverses exactions dont les policiers savent souvent faire preuve. Lors des mobilisations du

- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Tous les arguments > Les argumentaires >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Antifascisme-Antiracisme-Fiche-pratique-3-Le-FN-et-la-police>